

Art. 3. De diensten voor gezins- en bejaardenhulp openen hun centra voor opleiding van gezins- en bejaardenhulpsters, die erkend zijn door het Ministerie van de Franse Gemeenschap, de Duitse Gemeenschap en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, voor de in artikel 2 genoemde categorieën van kandidaten.

Het oogmerk is hun een opleiding van geschoold werknemer met een bekwaamheidscertificaat, dat eveneens wordt uitgereikt door het Ministerie van de Franse Gemeenschap, de Duitse Gemeenschap en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, te geven. Er is een grote behoefte aan dit type van werknemers in de sector.

Art. 4. Er wordt een bijkomende permanente financiële inspanning (waarvoor onvoldoende subsidies worden toegekend) gedaan voor de voortdurende opleiding van het personeel, opdat het zich permanent kan aanpassen aan de evolutie van de behoeften.

Art. 5. Alle initiatieven inzake opleiding worden toegankelijk gemaakt voor de in artikel 2 vermelde risicogroepen.

Art. 6. Het paritair comité ziet toe op de verwezenlijking van deze maatregelen voor de opleiding.

HOOFDSTUK III. — Slotbepaling

Art. 7. Deze collectieve arbeidsovereenkomst treedt in werking op 1 januari 1995 en houdt op van kracht te zijn op 31 december 1996.

Gezien om te worden gevoegd bij het koninklijk besluit van 10 juni 1996.

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,
Mevr. M. SMET

Art. 3. Les services d'aide aux familles et aux personnes âgées ouvrent leurs centres de formation d'aides familiales et d'aides seniors agréés par le Ministère de la Communauté française, de la Communauté germanophone et de la Région bruxelloise aux catégories de candidats citées à l'article 2.

L'objectif est de leur donner une formation de travailleur qualifié possédant une certification d'aptitude également délivrée par le Ministère de la Communauté française, de la Communauté germanophone et de la Région bruxelloise. On a grandement besoin de ce type de travailleurs dans le secteur.

Art. 4. Un effort financier supplémentaire (insuffisamment couvert par des subsides) est fourni en permanence pour assurer une formation continue au personnel afin qu'il puisse sans cesse s'adapter à l'évolution des besoins.

Art. 5. Toutes les initiatives en matière de formation sont rendues accessibles aux groupes à risque mentionnés à l'article 2.

Art. 6. La commission paritaire veillera à la réalisation de ces mesures pour la formation.

CHAPITRE III. — Disposition finale

Art. 7. La présente convention collective de travail entre en vigueur le 1^{er} janvier 1995 et cesse de l'être le 31 décembre 1996.

Vu pour être annexé à l'arrêté royal du 10 juin 1996.

La Ministre de l'Emploi et du Travail,
Mme M. SMET

COUR D'ARBITRAGE

F. 96 — 1589

[C — 21203]

Arrêt n° 43/96 du 2 juillet 1996

Numéro du rôle : 916

En cause : le recours en annulation partielle de l'article 43, alinéa 2, du décret de la Communauté française du 5 août 1995 fixant l'organisation générale de l'enseignement supérieur en hautes écoles, introduit par J. Tilleman.

La Cour d'arbitrage,
composée des présidents M. Melchior et L. De Grève, et des juges P. Martens, G. De Baets, E. Cerexhe, A. Arts et R. Henneuse, assistée du greffier L. Potoms, présidée par le président M. Melchior,
après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant :

I. Objet du recours

Par requête adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 18 décembre 1995 et parvenue au greffe le 19 décembre 1995, J. Tilleman, demeurant à 1080 Bruxelles, rue de l'Avenir 15, a introduit un recours en annulation partielle de l'article 43, alinéa 2, du décret de la Communauté française du 5 août 1995 fixant l'organisation générale de l'enseignement supérieur en hautes écoles (publié au *Moniteur belge* du 1er septembre 1995).

Une demande de suspension de la même disposition légale, introduite par le même requérant, a été rejetée par application de l'article 72 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage, par l'arrêt n° 15/96 du 5 mars 1996, publié au *Moniteur belge* du 21 mars 1996.

II. La procédure

Par ordonnance du 19 décembre 1995, le président en exercice a désigné les juges du siège conformément aux articles 58 et 59 de la loi organique.

Les juges-rapporteurs ont estimé n'y avoir lieu de faire application, en ce qui concerne le recours en annulation, des articles 71 ou 72 de la loi organique.

Le recours a été notifié conformément à l'article 76 de la loi organique, par lettres recommandées à la poste le 15 janvier 1996.

L'avis prescrit par l'article 74 de la loi organique a été publié au *Moniteur belge* du 23 janvier 1996.

Le Gouvernement de la Communauté française, place Surllet de Chokier 15-17, 1000 Bruxelles, a introduit un mémoire par lettre recommandée à la poste le 27 février 1996.

Ce mémoire a été notifié conformément à l'article 89 de la loi organique, par lettre recommandée à la poste le 11 mars 1996.

Le requérant a introduit un mémoire en réponse par lettre recommandée à la poste le 13 mars 1996.

Par ordonnance du 29 mai 1996, la Cour a prorogé jusqu'au 18 décembre 1996 le délai dans lequel l'arrêt doit être rendu.

Par ordonnance du 30 avril 1996, la Cour a déclaré l'affaire en état et fixé l'audience au 30 mai 1996.

Cette ordonnance a été notifiée aux parties ainsi qu'aux avocats du Gouvernement de la Communauté française par lettres recommandées à la poste le 30 avril 1996.

A l'audience publique du 30 mai 1996 :

- ont comparu :

. J. Tillemans, en personne;

. Me R. Witmeur, avocat du barreau de Bruxelles, pour le Gouvernement de la Communauté française;

- les juges-rapporteurs P. Mariens et G. De Baets ont fait rapport;

- les parties ont été entendues;

- l'affaire a été mise en délibéré.

La procédure s'est déroulée conformément aux articles 62 et suivants de la loi organique, relatifs à l'emploi des langues, devant la Cour.

III. Disposition en cause

L'article 43 du décret du 5 août 1995 habilite le Gouvernement de la Communauté française à créer des jurys d'enseignement supérieur, chargés de délivrer les grades visés aux articles 15 et 18 du décret, à arrêter leurs modalités de fonctionnement et à fixer les droits d'inscription ainsi que les indemnités des examinateurs.

IV. En droit

— A —

Position du requérant

Quant à la recevabilité

A.1. Le requérant est inscrit à un jury d'enseignement supérieur de la Communauté française. Il justifie donc d'un intérêt à attaquer une disposition relative à un droit d'inscription qu'il doit acquitter.

Quant au fond

A.2. L'article 43, alinéa 2, du décret attaqué viole l'article 24, § 5, de la Constitution en ce qu'il prévoit une trop importante délégation au pouvoir exécutif.

Tout ce qui touche à l'organisation des études et des examens en ce qui concerne la sanction des études et du programme d'études et la règle de financement, même quand il s'agit d'une matière réglée auparavant par arrêtés, doit être considéré comme dispositions essentielles qui ne peuvent être déléguées au pouvoir exécutif (voir arrêtés de la Cour n^{os} 33/92, 45/94 et 30/95; arrêts du Conseil d'Etat n^{os} 33.144 et 34.237; avis du Conseil d'Etat sur un projet de décret de la Communauté française du 5.9.1994 (*Moniteur belge* du 8 novembre 1994), L. 23.330/2 (*Moniteur belge* du 9 novembre 1994), L. 20.818/1 du 28 mai 1991, L. 20.819/1 du 28 mai 1991, *contra* : L. 20.728/1 du 16 mai 1991, L. 21.193/1 du 24 octobre 1992, L. 20.782/1 du 8 mai 1991, L. 21.664/2 du 7 juillet 1992).

A.3. Il est exact que, lorsque le législateur consent au Roi une délégation en termes généraux, on ne peut considérer qu'il aurait eu l'intention d'habiliter le Roi à prendre des dispositions en contradiction avec la Constitution. Mais cette présomption ne peut jouer en ce qui concerne les délégations accordées par le Conseil de la Communauté française, le Constituant ayant attribué à la Cour d'arbitrage, *ratione materiae*, le pouvoir de les censurer (voir la note du gouvernement dans les travaux préparatoires relatifs à la révision de l'article 17, aujourd'hui 24, de la Constitution (*Doc., Sénat, S.E. 1988, n^o 100 - 1/1^o du 25 mai 1988, p. 7*)).

A.4. L'article 78 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles dispose que le gouvernement n'a d'autres pouvoirs que ceux que lui attribuent formellement la Constitution et les lois et décrets portés en vertu de celle-ci. Lorsque le Constituant attribue à des organes élus la compétence d'organisation, de reconnaissance ou de subventionnement, ces organes ne peuvent déléguer cette compétence.

A.5. Le commentaire de l'article 27 du décret entrepris mentionne expressément que la fixation des droits d'inscription relève de la compétence du législateur décréteur (*Doc., Conseil de la Communauté française, S.E. 1995, n^o 26-1, 18 juillet 1995*).

A.6. Le montant des droits d'inscription relatifs au jury d'enseignement supérieur était fixé antérieurement par la loi, en vertu de l'article 5bis, § 2, de la loi du 7 juillet 1970 relative à la structure générale de l'enseignement supérieur. La disposition attaquée n'a fixé ni le minimum ni le maximum des droits d'inscription. Le législateur décréteur a donc méconnu l'article 24, § 5, de la Constitution.

Position du Gouvernement de la Communauté française

Quant à la recevabilité

A.7. La disposition attaquée a pour objet d'habiliter le Gouvernement de la Communauté française à créer, dans certains cas déterminés, des jurys d'enseignement supérieur. Le requérant n'est donc pas le destinataire de cette disposition. Il revendique la qualité d'étudiant déjà inscrit à un jury d'enseignement supérieur. Le formulaire qu'il produit ne prouve d'ailleurs pas la réalité de cette inscription. Il concerne son inscription à des cours de langues mais non à un jury d'examen. Le requérant devrait en outre prouver qu'il suit effectivement ces cours. Il a déjà introduit devant la Cour des recours qui ont été rejetés (arrêtés n^{os} 33/95 et 65/95), dans lesquels il invoquait sa qualité d'étudiant dans l'enseignement supérieur de type court.

A.8. La disposition attaquée reproduit l'article 68 du décret du 27 octobre 1994 fixant l'organisation générale de l'enseignement supérieur en grandes écoles, abrogé par l'article 95 du décret du 5 août 1995, l'article 68 précité étant lui-même la reproduction de l'article 5bis, § 2, de la loi du 7 juillet 1970 relative à la structure générale de l'enseignement supérieur. La disposition attaquée n'a donc pas modifié l'ordre juridique. Il en est d'autant plus ainsi que le requérant avait attaqué le décret précité du 27 octobre 1994, mais son recours ne visait pas l'article 68, identique à la disposition présentement entreprise.

A.9. Le recours doit donc être déclaré irrecevable.

Quant au fond

A.10. Par son arrêt n^o 33/92, la Cour a décidé que l'article 24, § 5, ne prohibe pas que des délégations soient accordées, en matière d'enseignement, au gouvernement, pourvu qu'elles ne portent que sur la mise en oeuvre des principes arrêtés par le législateur lui-même. En l'espèce, l'organisation des jurys d'enseignement ne constitue pas un élément essentiel de la réglementation relative à l'enseignement. C'est probablement la raison pour laquelle la section de législation du Conseil d'Etat n'a émis aucune critique en ce qui concerne la disposition attaquée.

A.11. Les jurys visés ne sont pas encore établis. Ils ne le seront que si le Gouvernement devait en apercevoir l'utilité. Ils se situent par conséquent en dehors des structures d'enseignement visées à l'article 24, § 5, de la Constitution. Ils seront accessibles de manière parallèle et marginale. Il s'agit de structures spécifiques qui, devant être créées au gré des circonstances, impliquent nécessairement que de plus grandes délégations soient accordées au Gouvernement.

Réponse du requérant

Quant à la recevabilité

A.12. Les documents annexés à la requête démontrent bien que le requérant est inscrit au jury des sciences commerciales de la Communauté française. Le requérant est directement affecté par la disposition attaquée du fait que c'est lui qui doit acquitter les droits d'inscription dont le montant est fixé sans aucune limitation par le Gouvernement. Lorsque les jurys visés à l'article 43 seront créés, si le requérant veut s'y inscrire, il devra à nouveau acquitter les droits d'inscription.

Il a donc un intérêt direct et personnel à l'annulation de l'article 43, alinéa 2, (voir arrêts nos 40/94 et 33/92) et de l'article 107 fixant la date d'entrée en vigueur du décret (arrêt n° 32/93).

Quant au fond

A.13. Les principes et la jurisprudence invoqués dans la requête ont été à nouveau appliqués par l'arrêt de la Cour n° 11/96. Ils avaient été rappelés lors des débats devant le Conseil de la Communauté française (*Doc.*, Conseil de la Communauté française, Compte rendu intégral, n° 7 (S.E. 1995), p. 118).

— B —

Quant à la recevabilité

B.1. Le requérant démontre, par les documents annexés à sa requête, qu'il s'est inscrit au jury d'examen de la Communauté française à la première épreuve du grade de candidat en sciences commerciales. Il pourrait donc être amené à s'inscrire dans la suite de ses études à un jury organisé en application du décret attaqué. Il justifie d'un intérêt à attaquer une disposition relative au droit d'inscription à un tel jury.

B.2. Le Gouvernement de la Communauté française conteste la recevabilité du recours au motif que la disposition attaquée figurait déjà dans le décret du 27 octobre 1994 fixant l'organisation générale de l'enseignement supérieur en grandes écoles et dans la loi du 7 juillet 1970 relative à la structure générale de l'enseignement supérieur.

Lorsque, dans une législation nouvelle, le législateur reprend une disposition ancienne, cette circonstance, en principe, ne fait pas obstacle à ce qu'un recours puisse être introduit contre la disposition reprise, dans les six mois de sa publication, puisque le législateur manifeste ainsi sa volonté de légiférer en la matière.

La circonstance que la disposition attaquée reproduise une disposition identique de la législation antérieure ne prive pas, en l'espèce, le requérant de son intérêt au recours.

Quant au fond

B.3. L'article 43 attaqué du décret du 5 août 1995 dispose :

« Le Gouvernement peut créer des jurys d'enseignement supérieur de la Communauté française chargés de délivrer les grades visés aux articles 15 et 18 et les titres de capacité exigés en vertu de la législation en vigueur et qui ne sont délivrés ni par des institutions universitaires, ni par des établissements d'enseignement supérieur ni par des Hautes Ecoles.

Il arrête leurs modalités de fonctionnement et fixe les droits d'inscription ainsi que les indemnités des examinateurs. »

B.4. L'article 24, § 5, de la Constitution dispose :

« L'organisation, la reconnaissance ou le subventionnement de l'enseignement par la communauté sont réglés par la loi ou le décret. »

Aux termes du rapport fait au nom de la Commission de la révision de la Constitution et des réformes des institutions, le Constituant a voulu que « seules des personnes démocratiquement élues [puissent] régler par des règles générales l'octroi de subsides à l'enseignement ainsi que son organisation et son agrément » (*Doc. parl.*, Sénat, S.E. 1988, 100-1/2°, p. 4).

B.5. Les conditions générales auxquelles une inscription à un jury d'examen est subordonnée relèvent de l'organisation de l'enseignement visée à l'article 24, § 5, de la Constitution.

B.6. Le Constituant n'a pas entendu interdire toute délégation qui serait accordée par le législateur au gouvernement. Une telle délégation ne saurait toutefois être à ce point étendue qu'elle laisserait au gouvernement le soin de fixer des règles essentielles à l'organisation de l'enseignement.

B.7. En l'espèce, le législateur délégué a confié au gouvernement la mission de fixer les droits d'inscription aux jurys d'examen, sans indiquer aucun critère de fixation et sans préciser lui-même les montants minima et maxima de ces droits d'inscription.

La délégation critiquée n'est dès lors pas compatible avec l'article 24, § 5, de la Constitution.

B.8. Le moyen unique est fondé.

B.9. En raison de l'annulation de la disposition attaquée de l'article 43, le requérant est sans intérêt à critiquer la disposition relative à la mise en vigueur du décret. Il n'y a pas lieu d'annuler l'article 107 de ce décret.

Par ces motifs,

la Cour

- annule, dans l'article 43 du décret de la Communauté française du 5 août 1995 fixant l'organisation générale de l'enseignement supérieur en hautes écoles, les mots : « et en fixe les droits d'inscription »;

- rejette le recours pour le surplus.

Ainsi prononcé en langue française, en langue néerlandaise et en langue allemande, conformément à l'article 65 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage, à l'audience publique du 2 juillet 1996.

Le greffier,

L. Potoms.

Le président,

M. Melchior.

ARBITRAGEHOF

N. 96 — 1589

[C — 21203]

Arrest nr. 43/96 van 2 juli 1996

Rolnummer 916

In zake : het beroep tot gedeeltelijke vernietiging van artikel 43, tweede lid, van het decreet van de Franse Gemeenschap van 5 augustus 1995 houdende de algemene organisatie van het hoger onderwijs in hogescholen, ingesteld door J. Tillemans.

Het Arbitragehof,

samengesteld uit de voorzitters M. Melchior en L. De Grève, en de rechters P. Martens, G. De Baets, E. Cerexhe, A. Arts en R. Henneuse, bijgestaan door de griffier L. Potoms, onder voorzitterschap van voorzitter M. Melchior, wijst na beraad het volgende arrest :

I. Onderwerp van het beroep

Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 18 december 1995 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 19 december 1995, heeft J. Tillemans, wonende te 1080 Brussel, Toekomststraat 15, beroep tot gedeeltelijke vernietiging ingesteld van artikel 43, tweede lid, van het decreet van de Franse Gemeenschap van 5 augustus 1995 houdende de algemene organisatie van het hoger onderwijs in hogescholen (bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 1 september 1995).

Een vordering tot schorsing van dezelfde wettelijke bepaling, ingesteld door dezelfde verzoeker, werd verworpen met toepassing van artikel 72 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof, bij arrest nr. 15/96 van 5 maart 1996, bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 21 maart 1996.

II. De rechtspleging

Bij beschikking van 19 december 1995 heeft de voorzitter in functie de rechters van de zetel aangewezen overeenkomstig de artikelen 58 en 59 van de organieke wet.

De rechters-verslaggevers hebben geoordeeld dat er geen aanleiding was om artikel 71 of 72 van de organieke wet toe te passen betreffende het beroep tot vernietiging.

Van het beroep is kennisgegeven overeenkomstig artikel 76 van de organieke wet bij op 15 januari 1996 ter post aangetekende brieven.

Het bij artikel 74 van de organieke wet voorgeschreven bericht is bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 23 januari 1996.

De Franse Gemeenschapsregering, Surlat de Chokierplein 15-17, 1000 Brussel, heeft een memorie ingediend bij op 27 februari 1996 ter post aangetekende brief.

Van die memorie is kennisgegeven overeenkomstig artikel 89 van de organieke wet bij op 11 maart 1996 ter post aangetekende brief.

De verzoeker heeft een memorie van antwoord ingediend bij op 13 maart 1996 ter post aangetekende brief.

Bij beschikking van 29 mei 1996 heeft het Hof de termijn waarbinnen het arrest moet worden gewezen, verlengd tot 18 december 1996.

Bij beschikking van 30 april 1996 heeft het Hof de zaak in gereedheid verklaard en de dag van de terechtzitting bepaald op 30 mei 1996.

Van die beschikking is kennisgegeven aan de partijen en aan de advocaten van de Franse Gemeenschapsregering bij op 30 april 1996 ter post aangetekende brieven.

Op de openbare terechtzitting van 30 mei 1996 :

- zijn verschenen :

. J. Tillemans, in eigen persoon;

. Mr. R. Witmeur, advocaat bij de balie te Brussel, voor de Franse Gemeenschapsregering;

- hebben de rechters-verslaggevers P. Martens en G. De Baets verslag uitgebracht;

- zijn de partijen gehoord;

- is de zaak in beraad genomen.

De rechtspleging is gevoerd overeenkomstig de artikelen 62 en volgende van de organieke wet, die betrekking hebben op het gebruik van de talen voor het Hof.

III. De in het gedng zijnde bepaling

Artikel 43 van het decreet van 5 augustus 1995 machtigt de Franse Gemeenschapsregering ertoe examencommissies op te richten, belast met het verlenen van de in de artikelen 15 en 18 van het decreet bedoelde graden, met het vaststellen van de werkingsmodaliteiten ervan en met het bepalen van de inschrijvingsrechten alsmede van de vergoedingen van de examinatoren.

IV. In rechte

— A —

*Standpunt van de verzoeker**Ten aanzien van de ontvankelijkheid*

A.1. De verzoeker is ingeschreven bij een examencommissie voor het hoger onderwijs in de Franse Gemeenschap. Hij doet dus blijken van een belang om een bepaling betreffende een inschrijvingsrecht dat hij moet betalen, aan te vechten.

Ten gronde

A.2. Artikel 43, tweede lid, van het bestreden decreet schendt artikel 24, § 5, van de Grondwet doordat het in een te belangrijke delegatie aan de uitvoerende macht voorziet.

Alles wat betrekking heeft op de organisatie van de studie en de examens in verband met de bekrachtiging van de studie en het studieprogramma en met de financieringsregel, zelfs wanneer het gaat over een materie die voordien bij besluiten werd geregeld, moet worden beschouwd als zijnde essentiële bepalingen waarvoor geen delegatie kan worden verleend aan de uitvoerende macht (zie de arresten van het Hof nrs. 33/92, 45/94 en 30/95; de arresten van de Raad van State nrs. 33.144 en 34.237; de adviezen van de Raad van State over een ontwerp van decreet van de Franse Gemeenschap van 5 september 1994 (*Belgisch Staatsblad* van 8 november 1994), L. 23.330/2 (*Belgisch Staatsblad* van 9 november 1994), L. 20.818/1 van 28 mei 1991, L. 20.819/1 van 28 mei 1991, *contra*: L. 20.728/1 van 16 mei 1991, L. 21.193/1 van 24 oktober 1992, L. 20.782/1 van 8 mei 1991, L. 21.664/2 van 7 juli 1992).

A.3. Het is juist dat wanneer de wetgever de Koning in algemene termen een delegatie verleent, niet kan worden aangenomen dat hij de bedoeling zou hebben gehad de Koning te machtigen om bepalingen aan te nemen die in strijd zijn met de Grondwet. Maar dat vermoeden kan niet gelden in verband met de door de Franse Gemeenschapsraad verleende delegaties, aangezien de Grondwetgever aan het Hof, *ratione materiae*, de bevoegdheid heeft toegekend om ze te beoordelen (zie de nota van de regering in de parlementaire voorbereiding betreffende de herziening van artikel 17, thans 24, van de Grondwet (*Gedr. St., Senaat, B.Z. 1988, nr. 100-1/1°* van 25 mei 1988, p. 7).

A.4. Artikel 78 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen bepaalt dat de regering geen andere macht heeft dan die welke de Grondwet en de wetten en decreten krachtens de Grondwet uitgevaardigd, haar uitdrukkelijk toekennen. Wanneer de Grondwetgever aan verkozen instellingen de bevoegdheid van inrichting, erkenning of subsidiëring toekent, mogen die instellingen die bevoegdheid niet overdragen.

A.5. De bespreking van artikel 27 van het bestreden decreet vermeldt uitdrukkelijk dat de vaststelling van de inschrijvingsrechten tot de bevoegdheid van de decreetgever behoort (*Gedr. St., Franse Gemeenschapsraad, B.Z. 1995, nr. 26-1, 18 juli 1995*).

A.6. Het bedrag van de inschrijvingsrechten betreffende de examencommissie voor het hoger onderwijs was voordien bij de wet vastgesteld, krachtens artikel 5bis, § 2, van de wet van 7 juli 1970 betreffende de algemene structuur van het hoger onderwijs. In de bestreden bepaling wordt noch het minimumbedrag, noch het maximumbedrag van het inschrijvingsrecht vastgesteld. De decreetgever heeft dus artikel 24, § 5, van de Grondwet miskend.

Standpunt van de Franse Gemeenschapsregering

Ten aanzien van de ontoankelijkheid

A.7. De bestreden bepaling heeft tot doel de Franse Gemeenschapsregering ertoe te machtigen in welbepaalde gevallen examencommissies voor het hoger onderwijs op te richten. De verzoeker is dus niet de adressaat van die bepaling. Hij beroept zich op de hoedanigheid van student die reeds bij een examencommissie voor het hoger onderwijs is ingeschreven. Het formulier dat hij voorlegt, bewijst echter niet of hij werkelijk is ingeschreven. Het betreft zijn inschrijving voor taalcursussen maar niet bij een examencommissie. Hij zou bovendien moeten bewijzen dat hij die lessen daadwerkelijk volgt. Hij heeft reeds voor het Hof beroepen ingesteld die werden verworpen (arresten nrs. 33/95 en 65/95) en waarin hij zich beriep op zijn hoedanigheid van student in het hoger onderwijs van het korte type.

A.8. De bestreden bepaling neemt artikel 68 over van het decreet van 27 oktober 1994 houdende de algemene organisatie van het hoger onderwijs in hogescholen, opgeheven bij artikel 95 van het decreet van 5 augustus 1995, waarbij het voormelde artikel 68 zelf de overname is van artikel 5bis, § 2, van de wet van 7 juli 1970 betreffende de algemene structuur van het hoger onderwijs. De bestreden bepaling heeft de rechtsorde dus niet gewijzigd. Dit is des te meer zo daar de verzoeker het voormelde decreet van 27 oktober 1994 weliswaar had aangevochten, maar zijn beroep beoogde niet artikel 68 ervan, dat identiek is met de thans bestreden bepaling.

A.9. Het beroep moet dus onontvankelijk worden verklaard.

Ten gronde

A.10. Bij zijn arrest nr. 33/92, heeft het Hof beslist dat artikel 24, § 5, niet verbiedt dat inzake onderwijs aan de regering opdrachten worden gegeven, voor zover zij enkel betrekking hebben op de tenuitvoerlegging van de door de wetgever zelf vastgestelde beginselen. Te dezen vormt de inrichting van examencommissies geen essentieel element van de reglementering betreffende het onderwijs. Dat is waarschijnlijk de reden waarom de afdeling wetgeving van de Raad van State in verband met de bestreden bepaling geen enkele kritiek heeft geuit.

A.11. De bedoelde examencommissies zijn nog niet opgericht. Zij zullen dat pas zijn indien de Regering het nut daarvan mocht inzien. Zij zijn bijgevolg gesitueerd buiten de in artikel 24, § 5, van de Grondwet bedoelde onderwijsstructuren. Zij dienen op parallele en marginale wijze toegankelijk te zijn. Het gaat om specifieke structuren die, aangezien ze naar gelang van de omstandigheden worden opgericht, noodzakelijkerwijze inhouden dat aan de Regering ruimere delegaties worden verleend.

Antwoord van de verzoeker

Ten aanzien van de ontoankelijkheid

A.12. De bij het verzoekschrift gevoegde documenten tonen wel degelijk aan dat de verzoeker bij de examencommissie handelswetenschappen van de Franse Gemeenschap is ingeschreven. De verzoeker wordt rechtstreeks door de bestreden bepaling getroffen doordat hij inschrijvingsrechten moet betalen waarvan het bedrag zonder enige beperking door de Regering wordt vastgesteld. Wanneer de in artikel 43 bedoelde examencommissies zullen worden opgericht, zal de verzoeker, wanneer hij zich erbij wil inschrijven, opnieuw inschrijvingsrechten moeten betalen.

Hij heeft dus een rechtstreeks en persoonlijk belang bij de vernietiging van artikel 43, tweede lid, (zie de arresten nrs. 40/94 en 33/92) en van artikel 107, waarbij de datum van inwerkingtreding van het decreet wordt vastgesteld (arrest nr. 32/93).

Ten gronde

A.13. De in het verzoekschrift aangevoerde beginselen en rechtspraak werden in het arrest nr. 11/96 van het Hof opnieuw toegepast. Zij werden in herinnering gebracht tijdens de debatten in de Franse Gemeenschapsraad (*Gedr. St., Franse Gemeenschapsraad, integraal verslag, nr. 7 (B.Z. 1995), p. 118*).

— B —

Ten aanzien van de ontoankelijkheid

B.1. De verzoeker toont aan de hand van de bij zijn verzoekschrift gevoegde stukken aan dat hij zich heeft ingeschreven bij de examencommissie van de Franse Gemeenschap voor het eerste examen tot het verkrijgen van de graad van kandidaat in de handelswetenschappen. Hij zou dus bij zijn latere studie ertoe kunnen worden gebracht

zich in te schrijven bij een examencommissie die met toepassing van het bestreden decreet wordt opgericht. Hij doet dus blijken van een belang bij het aanvechten van een bepaling betreffende het te betalen recht voor inschrijving bij een dergelijke examencommissie.

B.2. De Franse Gemeenschapsregering betwist de ontvankelijkheid van het beroep om reden dat de bestreden bepaling reeds in het decreet van 27 oktober 1994 houdende de algemene organisatie van het hoger onderwijs in hogescholen, alsook in de wet van 7 juli 1970 betreffende de algemene structuur van het hoger onderwijs voorkwam.

Wanneer, in een nieuwe wetgeving, de wetgever een vroegere bepaling overneemt, verhindert die omstandigheid in beginsel niet dat tegen de overgenomen bepaling een beroep kan worden ingesteld binnen zes maanden na de bekendmaking ervan, vermits de wetgever aldus zijn wil te kennen geeft om ter zake wetgevend op te treden.

Te dezen ontnemt de omstandigheid dat de bestreden bepaling een identieke bepaling van de vroegere wetgeving overneemt, de verzoeker niet diens belang bij het beroep.

Ten gronde

B.3. Het bestreden artikel 43 van het decreet van 5 augustus 1995 bepaalt :

« De Regering kan examencommissies voor het hoger onderwijs in de Franse Gemeenschap oprichten, ter uitreiking van de in de artikelen 15 en 18 bedoelde graden en van de bekwaamheidsbewijzen die krachtens de vigerende wetgeving vereist zijn en noch door universitaire instellingen, noch door hoger-onderwijsinstellingen, noch door hogescholen uitgereikt worden.

Ze regelt hun werking en bepaalt de inschrijvingsrechten, alsook de vergoedingen van de examinatoren. »

B.4. Artikel 24, § 5, van de Grondwet bepaalt :

« De inrichting, erkenning of subsidiëring van het onderwijs door de gemeenschap wordt geregeld door de wet of het decreet. »

Naar luid van het verslag uitgebracht namens de Commissie voor de herziening van de Grondwet en de hervorming der instellingen, heeft de Grondwetgever gewild dat « alleen democratisch verkozenen [...] door middel van algemeen geldende regelen de inrichting, de erkenning en de subsidiëring van het onderwijs [kunnen] regelen » (Gedr. St., Senaat, B.Z. 1988, nr. 100-1/2°, p. 4).

B.5. De algemene voorwaarden waaraan een inschrijving bij een examencommissie is onderworpen, behoren tot de inrichting van het onderwijs bedoeld in artikel 24, § 5, van de Grondwet.

B.6. De Grondwetgever heeft niet beoogd iedere delegatie te verbieden die door de wetgever aan de regering zou worden verleend. Een dergelijke delegatie kan evenwel niet zo ver gaan dat zij het aan de regering zou overlaten regels vast te stellen die voor de inrichting van het onderwijs essentieel zijn.

B.7. Te dezen heeft de decreetgever aan de regering de taak toevertrouwd de rechten voor inschrijving bij de examencommissies vast te stellen, zonder enig vaststellingscriterium aan te geven en zonder zelf het minimum en het maximum van die inschrijvingsrechten te preciseren.

De bekriftiseerde delegatie is dus niet verenigbaar met artikel 24, § 5, van de Grondwet.

B.8. Het middel is gegrond.

B.9. Wegens de vernietiging van de bestreden bepaling van artikel 43, heeft de verzoeker er geen belang bij de bepaling betreffende de inwerkingtreding van het decreet te bekritisieren. Er bestaat geen aanleiding tot vernietiging van artikel 107 van dat decreet.

Om die redenen,

het Hof

- vernietigt in artikel 43 van het decreet van de Franse Gemeenschap van 5 augustus 1995 houdende de algemene organisatie van het hoger onderwijs in hogescholen, de woorden : « et en fixe les droits d'inscription » (en bepaalt de inschrijvingsrechten);

- verwerpt het beroep voor het overige.

Aldus uitgesproken in het Frans, het Nederlands en het Duits, overeenkomstig artikel 65 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof, op de openbare terechtzitting van 2 juli 1996.

De griffier,

L. Potoms.

De voorzitter,

M. Melchior.

SCHIEDSHOF

D. 96 — 1589

[C — 21203]

Urteil Nr. 43/96 vom 2. Juli 1996

Geschäftsverzeichnissnr. 916

In Sachen: Klage auf teilweise Nichtigklärung von Artikel 43 Absatz 2 des Dekrets der Französischen Gemeinschaft vom 5. August 1995 zur Festlegung der allgemeinen Organisation des Hochschulwesens in « hautes écoles », erhoben von J. Tillemans.

Der Schiedshof,

zusammengesetzt aus den Vorsitzenden M. Melchior und L. De Grève, und den Richtern P. Martens, G. De Baets, E. Cereche, A. Arts und R. Henneuse, unter Assistenz des Kanzlers L. Potoms, unter dem Vorsitz des Vorsitzenden M. Melchior,

verkündet nach Beratung folgendes Urteil:

I. Gegenstand der Klage

Mit einer Klageschrift, die dem Hof mit am 18. Dezember 1995 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief zugesandt wurde und am 19. Dezember 1995 in der Kanzlei eingegangen ist, erhob J. Tillemans, wohnhaft in 1080 Brüssel, rue de l'Avenir 15, Klage auf teilweise Nichtigklärung von Artikel 43 Absatz 2 des Dekrets der Französischen Gemeinschaft vom 5. August 1995 zur Festlegung der allgemeinen Organisation des Hochschulwesens in « hautes écoles » (veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom 1. September 1995).

Eine vom selben Kläger erhobene Klage auf einstweilige Aufhebung derselben Gesetzesbestimmung wurde in Anwendung von Artikel 72 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof durch Urteil Nr. 15/96 vom 5. März 1996, das im *Belgischen Staatsblatt* vom 21. März 1996 veröffentlicht wurde, zurückgewiesen.

II. Verfahren

Durch Anordnung vom 19. Dezember 1995 hat der anstierende Vorsitzende gemäß den Artikeln 58 und 59 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schlichthof die Richter der Besetzung bestimmt.

Die referierenden Richter haben Artikel 71 bzw. 72 des organisierenden Gesetzes auf die Nichtigkeitsklage nicht für anwendbar erachtet.

Die Klage wurde gemäß Artikel 76 des organisierenden Gesetzes mit am 15. Januar 1996 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen notifiziert.

Die durch Artikel 74 des organisierenden Gesetzes vorgeschriebene Bekanntmachung erfolgte im *Belgischen Staatsblatt* vom 23. Januar 1996.

Die Regierung der Französischen Gemeinschaft, place Surtlet de Chokier 15-17, 1000 Brüssel, hat mit am 27. Februar 1996 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief einen Schriftsatz eingereicht.

Dieser Schriftsatz wurde gemäß Artikel 89 des organisierenden Gesetzes mit am 11. März 1996 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen notifiziert.

Der Kläger hat mit am 13. März 1996 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief einen Erwidierungsschriftsatz eingereicht.

Durch Anordnung vom 29. Mai 1996 hat der Hof die für die Urteilsfüllung vorgesehene Frist bis zum 18. Dezember 1996 verlängert.

Durch Anordnung vom 30. April 1996 hat der Hof die Rechtssache für verhandlungsreif erklärt und den Sitzungstermin auf den 30. Mai 1996 anberaumt.

Diese Anordnung wurde den Parteien und den Rechtsanwälten der Regierung der Französischen Gemeinschaft mit am 30. April 1996 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen notifiziert.

Auf der öffentlichen Sitzung vom 30. Mai 1996

- erschienen

. J. Tillenar, persönlich,

. RA R. Witmeur, in Brüssel zugelassen, für die Regierung der Französischen Gemeinschaft,

- haben die referierenden Richter P. Martens und G. De Baets Bericht erstattet.

- wurden die Parteien angehört.

- wurde die Rechtssache zur Beratung gestellt.

Das Verfahren wurde gemäß den Artikeln 62 ff. des organisierenden Gesetzes, die sich auf den Sprachengebrauch vor dem Hof beziehen, geführt.

III. Die fragliche Bestimmung

Artikel 43 des Dekrets vom 5. August 1995 ermächtigt die Regierung der Französischen Gemeinschaft dazu, Prüfungsausschüsse einzusetzen, die mit der Verleihung der in den Artikeln 15 und 18 des Dekrets genannten Grade, mit der Festlegung ihrer Arbeitsweise sowie mit der Festsetzung der Einschreibungsgebühren und der Vergütung der Examinatoren beauftragt werden.

IV. In rechtlicher Beziehung

— 4 —

Hinsichtlich der Zulässigkeit

A.1. Der Kläger habe sich bei einem Prüfungsausschuss des Hochschulwesens in der Französischen Gemeinschaft eingeschrieben. Er weise also ein Interesse an der Aufhebung einer Bestimmung bezüglich einer von ihm zu entrichtenden Einschreibungsgebühr nach.

Zur Hauptsache

A.2. Artikel 43 Absatz 2 des angefochtenen Dekrets verstoße gegen Artikel 24 § 5 der Verfassung, indem er eine zu weitreichende Delegation an die vollziehende Gewalt vorsehe.

All dasjenige, was die Organisation des Studiums und der Prüfungen hinsichtlich der Bestätigung des Studiums und des Studienprogramms sowie hinsichtlich der Finanzierungsregel betreffe, auch wenn es sich um eine bisher durch Erlasse geregelte Angelegenheit handle, sei als wesentliche Bestimmungen zu betrachten, für welche eine Delegation an die vollziehende Gewalt ausgeschlossen sei (siehe die Urteile des Hofes Nrn. 33/92, 45/94 und 30/95, die Urteile des Staatsrats Nrn. 33.144 und 34.237, sowie die Gutachten des Staatsrats zum Entwurf eines Dekrets der Französischen Gemeinschaft vom 5. September 1994 (*Belgisches Staatsblatt* vom 8. November 1994), L. 23.330/2 (*Belgisches Staatsblatt* vom 9. November 1994), L. 20.818/1 vom 28. Mai 1991, L. 20.819/1 vom 28. Mai 1991, *contra*: L. 20.728/1 vom 16. Mai 1991, L. 21.393/1 vom 24. Oktober 1992, L. 20.782/1 vom 8. Mai 1991, L. 21.664/2 vom 7. Juli 1992).

A.3. Es sei richtig, daß, wenn der Gesetzgeber dem König eine Ermächtigung mit allgemeinem Wortlaut erteile, nicht anzunehmen sei, daß er die Absicht gehabt hätte, den König dazu zu ermächtigen, verfassungswidrige Bestimmungen zu erlassen. Diese Vermutung gelte allerdings nicht im Zusammenhang mit den vom Rat der Französischen Gemeinschaft erteilten Ermächtigungen, da der Verfassungsgeber dem Hof die sachliche Zuständigkeit erteilt habe, sie zu beurteilen (siehe die Notiz der Regierung in den Vorarbeiten zur Revision von Artikel 17 - nunmehr 24 - der Verfassung (*Parl. Dok., Senat, Sondersitzungsperiode 1988, Nr. 100-1/1^o vom 25. Mai 1988, S. 7*).

A.4. Artikel 78 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen bestimme, daß die Regierung keine andere Befugnis habe als diejenige, die die Verfassung und die kraft der Verfassung ergangenen Gesetze und Dekrete ihr ausdrücklich einräumen würden. Wenn der Verfassungsgeber gewählten Institutionen die Zuständigkeit für die Organisation, die Anerkennung oder die Bezuschussung zuweise, so seien diese Institutionen nicht berechtigt, diese Befugnis zu übertragen.

A.5. Der Kommentar zu Artikel 27 des angefochtenen Dekrets erwähne ausdrücklich, daß die Festsetzung der Einschreibungsgebühren zum Kompetenzbereich des Dekretgebers gehöre (*Parl. Dok., Rat der Französischen Gemeinschaft, Sondersitzungsperiode 1995, Nr. 26-1, 18. Juli 1995*).

A.6. Die Höhe der Einschreibungsgebühren bezüglich des Prüfungsausschusses des Hochschulwesens sei vorher kraft Artikel 5bis § 2 des Gesetzes vom 7. Juli 1970 über die allgemeine Struktur des Hochschulwesens durch Gesetz festgesetzt worden. In der angefochtenen Bestimmung werde weder der Mindestbetrag, noch der Höchstbetrag der Einschreibungsgebühr festgesetzt. Der Dekretgeber habe somit Artikel 24 § 5 der Verfassung mißachtet.

*Standpunkt der Regierung der Französischen Gemeinschaft**Hinsichtlich der Zulässigkeit*

A.7. Die angefochtene Bestimmung habe zum Zweck, die Regierung der Französischen Gemeinschaft dazu zu ermächtigen, in bestimmter Fällen Prüfungsausschüsse des Hochschulwesens einzusetzen. Der Kläger sei also nicht der Adressat dieser Bestimmung. Er berufe sich auf die Eigenschaft als Student, der bereits bei einem Prüfungsausschuß des Hochschulwesens eingeschrieben sei. Das von ihm vorgelegte Formular belege allerdings nicht, ob er tatsächlich eingeschrieben sei. Es handele sich dabei um seine Einschreibung für Sprachkurse, nicht aber bei einem Prüfungsausschuß. Er hätte übrigens unter Beweis zu stellen, daß er diese Kurse tatsächlich belege. Er habe vor dem Hof bereits Klagen erhoben, die zurückgewiesen worden seien (Urteile Nrn. 33/95 und 65/95) und in denen er sich auf seine Eigenschaft als Student im Hochschulwesen mit kurzer Studiendauer berufen habe.

A.8. Die angefochtene Bestimmung übernehme Artikel 68 des Dekrets vom 27. Oktober 1994 zur Festlegung der allgemeinen Organisation des Hochschulwesens in « grandes écoles », das durch Artikel 95 des Dekrets vom 5. August 1995 aufgehoben worden sei; der vorgenannte Artikel 68 stelle selbst die Übernahme von Artikel 5bis § 2 des Gesetzes vom 7. Juli 1970 über die allgemeine Struktur des Hochschulwesens dar. Die angefochtene Bestimmung habe die Rechtsordnung also nicht geändert. Dies gelte um so mehr, da der Kläger das vorgenannte Dekret vom 27. Oktober 1994 zwar angefochten habe, aber seine Klage nicht Artikel 68 dieses Dekrets bezweckt habe, welcher mit der nunmehr angefochtenen Bestimmung identisch sei.

A.9. Die Klage sei also für unzulässig zu erklären.

Zur Hauptsache

A.10. In seinem Urteil Nr. 33/92 habe der Hof erkannt, daß Artikel 24 § 5 nicht verbiete, daß im Bereich des Unterrichtswesens der Regierung Aufträge erteilt würden, soweit sich diese lediglich auf die Durchführung der vom Gesetzgeber selbst festgelegten Grundsätze bezögen. Im vorliegenden Fall stelle die Einsetzung von Prüfungsausschüssen keinen wesentlichen Bestandteil der Regelung bezüglich des Unterrichtswesens dar. Dies dürfte wohl der Grund sein, weshalb die Gesetzgebungsabteilung des Staatsrats im Zusammenhang mit der angefochtenen Bestimmung keinerlei Kritik geäußert habe.

A.11. Die fraglichen Prüfungsausschüsse seien noch nicht eingesetzt worden. Dies werde erst dann geschehen, wenn die Regierung es für sinnvoll halte. Sie würden demzufolge nicht zum Rahmen der Unterrichtsstrukturen, auf die sich Artikel 24 § 5 der Verfassung beziehe, gehören. Sie sollten parallel und akzessorisch zugänglich sein. Es handele sich um spezifische Strukturen, die, da sie je nach den Umständen geschaffen würden, notwendigerweise beinhalten würden, daß der Regierung weiterreichende Ermächtigungen erteilt würden.

*Erwiderung des Klägers**Hinsichtlich der Zulässigkeit*

A.12. Aus den der Klageschrift beigelegten Unterlagen werde tatsächlich ersichtlich, daß der Kläger bei dem Prüfungsausschuß für Handelswissenschaften der Französischen Gemeinschaft eingeschrieben sei. Der Kläger sei unmittelbar von der angefochtenen Bestimmung betroffen, da er Einschreibungsgebühren zu entrichten habe, deren Höhe ohne jegliche Einschränkung von der Regierung festgesetzt werde. Wenn die in Artikel 43 genannten Prüfungsausschüsse gegründet wurden, werde der Kläger, wenn er sich bei ihnen einschreiben möchte, erneut Einschreibungsgebühren zu bezahlen haben.

Er habe also ein unmittelbares und persönliches Interesse an der Nichtigklärung von Artikel 43 Absatz 2 (siehe die Urteile Nrn. 40/94 und 33/92) sowie von Artikel 107, der den Tag des Inkrafttretens des Dekrets festlege (Urteil Nr. 32/93).

Zur Hauptsache

A.13. Die in der Klageschrift genannten Grundsätze und Rechtsprechung seien im Urteil nr. 11/96 des Hofes erneut zur Anwendung gebracht worden. Sie seien während der Aussprache im Rat der Französischen Gemeinschaft in Erinnerung gerufen worden (*Parl. Dok.*, Rat der Französischen Gemeinschaft, Gesamtbericht Nr. 7 (Sondersitzungsperiode 1995), S. 118).

— B —

Hinsichtlich der Zulässigkeit

B.1. Der Kläger beweist anhand der seiner Klageschrift beigelegten Schriftstücke, daß er sich bei dem Prüfungsausschuß der Französischen Gemeinschaft für die erste Prüfung zur Erlangung des Grades eines Kandidaten der Handelswissenschaften eingeschrieben hat. Er könnte also bei seinem späteren Studium dazu veranlaßt werden, sich bei einem Prüfungsausschuß einzuschreiben, der in Anwendung des angefochtenen Dekrets eingesetzt wird. Er weist also ein Interesse an der Anfechtung einer Bestimmung bezüglich der zu entrichtenden Gebühr für die Einschreibung bei einem solchen Prüfungsausschuß nach.

B.2. Die Regierung der Französischen Gemeinschaft bestreitet die Zulässigkeit der Klage mit der Begründung, daß die angefochtene Bestimmung bereits im Dekret vom 27. Oktober 1994 zur Festlegung der allgemeinen Organisation des Hochschulwesens in « grandes écoles » sowie im Gesetz vom 7. Juli 1970 über die allgemeine Struktur des Hochschulwesens enthalten gewesen sei.

Wenn in einer neuen Gesetzgebung der Gesetzgeber eine frühere Bestimmung übernimmt, verhindert dieser Umstand im Prinzip nicht, daß gegen die übernommene Bestimmung innerhalb von sechs Monaten nach deren Veröffentlichung Klage erhoben werden kann, da der Gesetzgeber somit seinen Willen bekundet hat, diesbezüglich gesetzgeberisch aufzutreten.

Der Umstand, daß die angefochtene Bestimmung eine identische Bestimmung aus der früheren Gesetzgebung übernimmt, läßt in diesem Fall das Interesse des Klägers an der Klageerhebung unberührt.

Zur Hauptsache

B.3. Der angefochtene Artikel 43 des Dekrets vom 5. August 1995 bestimmt folgendes:

« Die Regierung kann Prüfungsausschüsse des Hochschulwesens in der Französischen Gemeinschaft einsetzen, und zwar zur Verleihung der in den Artikeln 15 und 18 genannten Grade sowie der Fähigkeitsnachweise, die aufgrund der geltenden Gesetzgebung erforderlich sind, aber weder von Universitätsanstalten, noch von Hochschulanstalten, noch von « hautes écoles » ausgestellt werden.

Sie regelt ihre Arbeitsweise und bestimmt die Einschreibungsgebühren, sowie die Vergütungen der Examinatoren. »

B.4. Artikel 24 § 5 der Verfassung bestimmt folgendes:

« Die Organisation, die Anerkennung oder die Bezuschussung des Unterrichtswesens durch die Gemeinschaft wird durch Gesetz oder Dekret geregelt. »

Laut des Berichts, der namens der Kommission für die Revision der Verfassung und die Reform der Institutionen erstattet wurde, wollte der Verfassungsgeber, daß « nur demokratisch Gewählte [...] mittels allgemein geltender Regeln die Organisation, die Anerkennung und die Bezuschussung des Unterrichtswesens regeln » können (*Parl. Dok.*, Senat, Sondersitzungsperiode 1988, Nr. 100-1/2°, S. 4).

B.5. Die allgemeinen Bedingungen, denen eine Einschreibung bei einem Prüfungsausschuß unterliegt, gehören zum Bereich der Organisation des Unterrichtswesens im Sinne von Artikel 24 § 5 der Verfassung.

B.6. Der Verfassungsgeber hat nicht darauf abgezielt, jegliche Ermächtigung zu verbieten, die der Gesetzgeber der Regierung erteilen würde. Eine solche Ermächtigung kann allerdings nicht so weit gehen, daß sie es der Regierung anheimstellen würde, Regeln festzulegen, die für die Organisation des Unterrichtswesens von wesentlicher Bedeutung sind.

B.7. Im vorliegenden Fall hat der Dekretgeber der Regierung die Aufgabe erteilt, die Gebühren für die Einschreibung bei den Prüfungsausschüssen festzusetzen, ohne jegliches Festsetzungskriterium anzugeben und ohne sogar die Mindest- und Höchstbeträge dieser Einschreibungsgebühren zu präzisieren.

Die beanstandete Delegation ist also nicht vereinbar mit Artikel 24 § 5 der Verfassung.

B.8. Der Klagegrund ist also begründet.

B.9. Aufgrund der Nichtigerklärung der angefochtenen Bestimmung von Artikel 43 hat der Kläger kein Interesse daran, die Bestimmung bezüglich des Inkrafttretens des Dekrets zu beanstanden. Es gibt keinen Anlaß zur Nichtigerklärung von Artikel 107 dieses Dekrets.

Aus diesen Gründen:

Der Hof

- erklärt in Artikel 43 des Dekrets der Französischen Gemeinschaft vom 5. August 1995 zur Festlegung der allgemeinen Organisation des Hochschulwesens in « hautes écoles » die Wortfolge « et en fixe les droits d'inscription » (und bestimmt die Einschreibungsgebühren) für nichtig;

- weist die Klage im übrigen zurück.

Verkündet in französischer, niederländischer und deutscher Sprache, gemäß Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof, in der öffentlichen Sitzung vom 2. Juli 1996.

Der Kanzler,

L. Potoms.

Der Vorsitzende,

M. Melchior.

COUR D'ARBITRAGE

F. 96 — 1590

[C — 21217]

Arrêt n° 53/96 du 12 juillet 1996

Numéro du rôle : 961

En cause : le recours en annulation de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 janvier 1996 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 juillet 1995 portant exécution du décret du 6 avril 1995 concernant les normes de qualité des logements collectifs et des petits logements individuels, loués ou mis en location à titre de résidence principale, introduit par L. Piret.

La Cour d'arbitrage, chambre restreinte,

composée du président M. Melchior et des juges-rapporteurs P. Martens et G. De Baets, assistée du greffier L. Potoms,

après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant :

I. *Objet du recours*

Par requête adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 5 juin 1996 et parvenue au greffe le 6 juin 1996, L. Piret, demeurant à 6043 Ransart, rue Dandois 82, a introduit un recours en annulation de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 janvier 1996 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 juillet 1995 portant exécution du décret du 6 avril 1995 concernant les normes de qualité des logements collectifs et des petits logements individuels, loués ou mis en location à titre de résidence principale, publié au *Moniteur belge* du 31 janvier 1996.

II. *La procédure*

Par ordonnance du 6 juin 1996, le président en exercice a désigné les juges du siège conformément aux articles 58 et 59 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage.

Le 19 juin 1996, les juges-rapporteurs P. Martens et G. De Baets ont informé le président, en application de l'article 71, alinéa 1er, de la loi organique, qu'ils pourraient être amenés à proposer à la Cour, siégeant en chambre restreinte, de prononcer un arrêt constatant que la Cour n'est pas compétente pour connaître du recours en annulation ou que le recours est irrecevable.

Les conclusions des juges-rapporteurs ont été notifiées à la partie requérante conformément à l'article 71, alinéa 2, de la loi organique, par lettre recommandée à la poste le 20 juin 1996.

La partie requérante n'a pas introduit de mémoire justificatif.

La procédure s'est déroulée conformément aux articles 62 et suivants de la loi organique, relatifs à l'emploi des langues devant la Cour.